

13 janvier 2015

n° 51

Édité par la cellule
"Veille et Riposte"
du Parti socialiste



Édito



Marcher ensemble

Ce n'est pas le premier attentat terroriste en France, les tueries de Toulouse et de Bruxelles sont dans notre mémoire. Mais si les drames de la semaine dernière marquent tant le pays, c'est, plus que l'assassinat de personnalités connues, ils ont touché deux valeurs essentielles de la République française, la liberté, en voulant faire taire l'expression libre, l'égalité, en s'attaquant aux clients d'une épicerie, parce que juifs. Et en visant particulièrement les policiers, et nos soldats tout autant, ce sont les institutions républicaines qui sont en cause. L'air du temps quelque peu réactionnaire, pensons aux livres d'Eric Zemmour et de Michel Houellebecq, largement médiatisés, amenait encore récemment à croire que la France est un pays qui « se suicide » ou qui s'abandonne, que la République est morte, comme il est dit dans *Soumission*. Cette réaction massive dans le peuple français montre qu'il n'en est rien. Il y a un attachement profond à ce qui fonde notre démocratie, et au-delà, à la liberté dans le monde, comme le montre la solidarité internationale sans précédent qui s'est exprimée dimanche.

La question, maintenant, est d'être à la hauteur de ce moment historique. Comment faire vivre durablement les valeurs de la République ? Comment maintenir la cohésion nationale ? La première tâche est de dire ce qu'il en est réellement en utilisant des mots justes.

L'expression de guerre a été discutée. On peut lui préférer le mot de « résistance ». Et cela a beaucoup de sens pour la population française. Mais le foyer du terrorisme obéit à une logique internationale. Daesh et Al Quaida mènent un combat mondial avec des combats meurtriers au Moyen Orient et en Afrique, avec des actions terroristes dans le monde. Ils ne représentent pas le monde musulman, loin de là, leurs principales victimes étant les populations musulmanes, elles-mêmes. Ils instrumentalisent politiquement l'Islam pour en faire un instrument de fanatisme. La France est déjà présente sur les fronts de ce qui est bien une guerre dans les formes diverses qu'elle prend. Il faut, donc, se donner les moyens, nationaux et internationaux, pour affronter ce défi sur tous les terrains où il se pose.

Ce qui nous interpelle, en même temps, est, bien-sûr, la dimension endogène de

ces actes terroristes. Car les trois terroristes d'aujourd'hui, et les deux de Toulouse et de Bruxelles hier, étaient de nationalité française. Ils représentent, certes, une toute petite minorité radicalisée. Mais on connaît le rôle des minorités en histoire... Le risque, nous le connaissons, il est celui d'une double radicalisation, celui d'une frange minoritaire, de jeunes, pris dans une forme de nihilisme, qui rejettent la France, qui trouvent dans la religion une justification de leur révolte et n'accordent plus aucun prix à la vie, celui d'un mouvement anti-islamiste, qui ne distingue plus l'usage politique de la religion elle-même et l'on sait que c'est sur quoi mise le Front national, ajoutant à cette confusion volontaire la condamnation de l'immigration. C'est ce qui appelle notre responsabilité, notre vigilance, et notre action.

Et, là, il ne faut pas se tromper. Evidemment, les difficultés d'emploi et la ségrégation spatiale créent des conditions pour une désespérance sociale qui nourrit la déscolarisation et la désocialisation. Les profils des terroristes sont de ce point de vue significatifs. Nos politiques d'intégration – dans toutes leurs dimensions- doivent être inventoriées et, certainement, redéfinies. Mais la politique et l'idéologie ont leur consistance propre. Et, les mêmes conditions sociales ne produisent pas les mêmes trajectoires individuelles. Gardons nous, donc, d'un déterminisme social trop simple. Les comportements individuels sont structurés essentiellement par des valeurs pour vivre et agir. On voit bien qu'elles ne sont pas comprises par tous. Ne pas faire la distinction entre des provocations anti-

sémites, qui moquent la Shoa, ce meurtre de masse inouï, et la critique, par la caricature, de l'instrumentalisation des religions, non de la liberté de croire, montre l'étendue du problème. Il s'agit d'éducation évidemment. Mais c'est un ample débat dans toute la société française qu'il faut mener pour expliciter ce que sont les valeurs de la République qui permettent de dégager ce qui doit être commun dans une société diverse.

Le combat pour la laïcité est là décisif. Pour la laïcité, telle qu'elle s'exprime dans la loi de 1905 évidemment, non une laïcité d'exclusion, irrespectueuse vis à vis des religions, mais celle qui garantit la liberté de conscience et la liberté des cultes, qui fait de la citoyenneté un espace commun, et assure la neutralité de l'Etat. Et ce grand débat - cette grande cause nationale - redire ce que sont les fondements de la démocratie, qui ont une portée universelle comme le montrent les réactions internationales, concerne tous les Français, les croyants comme les incroyants, les Français de confession musulmane, comme tous les autres, et pris comme des individus. Car, il serait paradoxal, comme le soulignait Olivier Roy, récemment, de leur reprocher d'être communautaristes et, en même temps, de leur demander de réagir en tant que communauté. Faisons donc un effort pour être tous républicains, en donnant leur véritable portée à nos valeurs qui ont pour source la volonté de permettre à chacun d'être libre.

Alain BERGOUNIOUX

Bernard Maris, un iconoclaste à l'esprit libre



C'était en avril 2013. « Oncle Bernard » avait accepté, sans rechigner, de nous recevoir pour un entretien. Avec sa verve, sa bonhomie, son enthousiasme habituels. Économiste, journaliste, écrivain, il s'était plié au jeu. Avec l'élégance d'un esprit libre et engagé. Acceptant, bien volontiers, de livrer son analyse et ses espoirs face à la dérégulation, la flexibilité et la réduction des avantages sociaux. *« L'économie est une idéologie, une idéologie libérale qui indique comment des individus laissés à eux-mêmes peuvent faire fonctionner la société, estimait-il. Il s'agit donc d'une prime à l'égoïsme. Elle est même anti-coopérative, par nature. Tout ce qui est marqué du sceau de l'équilibre et de l'efficacité doit être vu sous le prisme du libéralisme. »*

Juge impitoyable d'une époque gangrénée par le malaise ambiant, il se voulait optimiste, percevant, dans le système coopératif, *« une idée profondément socialiste qui peut s'avérer parfaitement efficace. »* Or, poursuivait-il, *le capitalisme se com-*

plait dans la destruction et la négation de tout lien. « Il est donc difficile de nouer un dialogue social digne de ce nom dans une société où cette idéologie domine. »

Adepte d'une vision sensible de l'économie, ce brillant universitaire voyait dans ce même dialogue social une forme majeure de coopération et d'efficacité. *« Le concept de coopération génère une économie efficace »*, arguait-il. Esprit caustique, cet homme à l'accent occitan si caractéristique voyait en Keynes un adepte des systèmes coopératifs, convaincu du bienfait de la régulation du marché, par opposition au libéralisme dérégulé, dont Milton Friedman fut le théoricien zélé.

Homme de gauche convaincu, il appelait sa famille politique à se battre en faveur de l'État-providence. Lequel conserve sa singularité, en préservant, mieux que d'autres, la société contre les attaques de la mondialisation. Mais l'économie ne suffit pas, prenait-il soin d'ajouter. Dans l'esprit du peuple, l'émotion supplante la raison. Or, la droite a toujours surfé sur l'émotion, comme elle l'a fait, en particulier, avec le mariage pour tous.

Et l'avenir, dans tout ça ? Il réside principalement dans les nouvelles technologies et l'économie verte, estimait Bernard Maris. À charge, pour nos gouvernants, de trouver un autre mode de subsistance, plus attractif et plus intelligent, fondé sur les biens culturels, architecturaux, urbanistiques. Avec des circuits plus courts et une mondialisation moins prégnante. Ce qu'il nous faut, c'est une nouvelle croissance, loin de la fureur destructrice d'un capitalisme financier. Nous garderons un souvenir ému de ce dialogue chaleureux..

Bruno Tranchant

L'immigration : une histoire à assumer pleinement

La question de l'immigration reste, avec celle du prétendu déclin, un thème de prédilection pour le Front national et l'ensemble des mouvements d'extrême droite ou de droite extrême. Sa dénonciation demeure un élément fédérateur, presque un cri de ralliement, au-delà de tous les désaccords stratégiques ou de politique économique, au sein de ce courant politique. Il s'agit d'un fil rouge, d'un discours qui a toujours fait primer l'identité sur l'égalité, le nationalisme sur la citoyenneté, la stigmatisation sur la concorde.

Le rejet de l'immigration et du principe d'intégration porte une conception de la société fondée sur le repli, le nationalisme, la xénophobie, la référence à des boucs émissaires pour expliquer la difficulté des temps, la défiance de l'autre, dès lors qu'il est différent ou d'origine différente. La condamnation de l'immigration constitue un lien entre le passé et le présent de la pensée d'extrême droite, une sorte de constante, de marque de fabrique à travers les périodes.

Un rappel paraît pourtant nécessaire. L'immigration est au cœur du creuset républicain, depuis Condorcet. Elle est un facteur de rayonnement du pays depuis des siècles, en tous les cas, depuis la Révolution française. Elle résulte aussi de la sollicitation directe des forces économiques qui n'ont eu de cesse de chercher, depuis des décennies, à recourir à une main-d'œuvre disponible pour bâtir ou reconstruire la sixième puissance économique du monde, en ce début du XXI^{ème} siècle.

Un contre-sens au regard de l'histoire du pays.

L'histoire de l'immigration apparaît aussi comme la conséquence directe de la colonisation, puis, de la décolonisation, à la faveur des liens privilégiés avec une partie de l'Afrique.

La population d'origine immigrée a joué, il ne faut jamais l'oublier, un rôle déterminant pendant la Première Guerre mondiale, puis, lors du second conflit mondial, que ce soit dans la Résis-

tance ou au sein des armées Leclerc et de Lattre. Il convient de bien mesurer ce que nous devons à l'engagement des combattants d'origine espagnole, italienne et africaine, lors de la Libération de Paris ou dans la réussite décisive du débarquement de Cavalaire et de Saint-Raphaël, en août 44. Sans parler de la victoire de Bir Hakeim, en 1942, ou du Serment de Koufra, au Tchad, qui marque le point de départ de l'épopée de la 2^{ème} DB.

Le rejet dogmatique de l'immigration est donc un non sens pour un pays qui a tant accueilli et tant reçu d'elle. Il relève non seulement de l'amnésie, mais du déni.

Au regard de l'histoire de la France, terre de brassage, de mélanges, de dialogue des cultures, de Marie Curie à Picasso, de Chopin à Chagall. Rien n'est plus étranger à la France que cette idée de forteresse tournant le dos à l'Europe et au monde.

Au regard de la définition même de la République qui propose les valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité au-delà des origines, des croyances, des ethnies. La République préconise, à côté du progrès et de l'égalité des droits, un récit des immigrations et des intégrations réussies, parce qu'elle considère que les hommes naissent libres et égaux, parce qu'elle récuse tous les racismes et l'antisémitisme.

En dépit d'une crise qui s'exprime à travers le chômage de masse et la précarité, depuis de trop longues années, l'immigration régulière et maîtrisée continue de jouer un rôle économique positif, et demeure un atout pour notre dynamisme et notre capacité d'innovation.

Les immigrés contribuent plus qu'ils ne reçoivent, de la part de l'Etat ou de la sécurité sociale. L'immigration s'impose aussi comme une réalité démographique et donc sociétale incontournable. Aujourd'hui, plus d'un Français sur quatre, soit plus de 16 millions de nos concitoyens, disposent au moins d'un de leurs grands parents

Le rejet de l'immigration et du principe d'intégration porte une conception de la société fondée sur le repli, le nationalisme, la xénophobie, la référence à des boucs émissaires pour expliquer la difficulté des temps, la défiance de l'autre, dès lors qu'il est différent ou d'origine différente.

d'origine immigrée. C'est ainsi que se concrétise de la manière la plus décisive, la plus imparable, la réalité de l'intégration, construite à travers les procédures de naturalisation et, surtout, du plein exercice de droit du sol. Refuser le droit du sol comme le proclame l'extrême droite, et le suggère désormais contre toute son histoire une partie de la droite, stigmatiser l'immigration, reviendraient à chercher à fragiliser plus de 15 millions de français, et donc, une partie de notre mémoire, de notre présent et de notre vie collective.

Des conséquences incalculables.

Ce rejet dogmatique de l'immigration entraînerait des choix politiques et culturels lourds de menaces, des décisions économiques et sociales aux conséquences incalculables. Il produirait, d'abord, la fermeture des frontières et son cortège de suspicions et d'enfermements. Il conduirait à l'exacerbation des nationalismes, en France, et en Europe, et donc à l'isolement du pays. L'histoire du XX^{ème} siècle a montré les résultats dramatiques de ces engrenages-là.

Il entraînerait la fin du rayonnement culturel et diplomatique du pays, la rupture de tous les échanges qui se nouent avec les chercheurs ou les étudiants étrangers. Comment un pays membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU co-fondateur de l'Europe, honoré par des dizaines de prix Nobel, s'exprimant depuis des décennies au nom des Droits de l'Homme et de la laïcité pourrait ainsi s'enfermer derrière des frontières, d'ailleurs aussi ostensibles qu'illusoire ? Comment une puissance économique, dont près de 25 % de la richesse nationale dépendent du commerce extérieur, pourrait-elle se marginaliser à ce point ? La présence de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement à Paris, le 11 janvier, a confirmé le rayonnement de la France, dès lors qu'elle sait s'adresser au monde.

Le rejet de l'immigration présentée par commodité, par dogmatisme, par volonté d'amalgame ou par inculture comme responsable de tous les maux, inaugurerait une société de défiance mêlant haine de l'autre, préjugé, selon la couleur de la peau, la nature de l'accent ou la tonalité du nom patronymique.

Nous avons plus que jamais besoin d'une politique d'immigration cohérente, organisée et, par conséquent, maîtrisée face à toutes les intimidations, les fausses évidences, les facilités intellectuelles et les discours de comptoir, les lâchetés aussi.

Ce serait, à coup sûr, le recul des libertés publiques individuelles et collectives, des répressions et des divisions, le triomphe de l'arbitraire et de l'apartheid. Au bout du processus, l'intolérance, le cloisonnement avec son lot de mises en cause, d'injustices et de dénonciations selon l'ethnie et l'origine puis ensuite selon les options politiques ou philosophiques. Cette dérive d'essence totalitaire signifierait aussi la défaite de la laïcité, cette école de tolérance et de respect de l'autre au service de la liberté de conscience, de l'émancipation et de la raison critique.

La « préférence nationale » a un moteur, le nationalisme ; un mobile, la haine en guise de lien social.

Une politique d'immigration assumée.

Nous avons plus que jamais besoin d'une politique d'immigration cohérente, organisée et, par conséquent, maîtrisée face à toutes les intimidations, les fausses

évidences, les facilités intellectuelles et les discours de comptoir, les lâchetés aussi. Le réflexe de fermeture brandi par l'extrême droite aboutit toujours à l'échec économique et social, au recul politique, et donc de la démocratie, à l'illusion, dans un monde où l'isolement et le quant à soi auto-satisfait mènent à la marginalisation puis à l'impasse. La prospérité, le progrès social, l'émancipation se construisent rarement derrière des murs et des barbelés. Quand l'étranger ou l'immigré cesse d'être un partenaire ou une source d'échanges et de curiosité positive pour devenir un ennemi désigné à la vindicte, la démocratie et la créativité sont rarement au rendez-vous.

Il faut une immigration régulière, maîtrisée, à travers une politique de co-développement déterminée avec les pays d'origine, de coopérations volontaires et donc, un nouvel équilibre Nord/Sud.

Simultanément, une lutte contre l'immigration irrégulière s'impose. Cela suppose de s'attaquer sans faiblesse aux donneurs d'ordre qui, à la faveur de filières parallèles économiques, soucieuses de profits faciles, exploitent la misère humaine, multiplient les situations de non droits, à fin de chantage et de surexploitation, développent la précarité sociale, au point de créer des conditions d'une forme d'esclavage moderne.

Favoriser la naturalisation, autant dire l'accès à

la citoyenneté et à la nationalité, indissociables depuis les principes édictés par Condorcet, représente évidemment l'une des solutions. Il convient de préciser et d'approfondir les procédures d'accueil, fondées sur l'objectivité. Il s'agit là du meilleur moyen pour faire vivre la citoyenneté et lutter contre toutes les formes de communautarisme. Qu'est-ce qu'être Français, si ce n'est devenir ou demeurer citoyen de la République française ? Il n'est pas d'autre définition, sauf à se référer à l'ethnie, à l'origine, autant dire à la ségrégation qui conduit à tous les amalgames, à toutes les injustices, à toutes les incompréhensions, et, finalement, à toutes les méfiances. Cela ne peut être, évidemment, une simple formalité. Il y a des droits comme des devoirs. La politique d'intégration doit être repensée et rendue plus efficace dans ses dimensions éducatives, sociales, économiques. Le respect des croyances et des cultures ne doit pas empêcher de dégager ce qui doit être commun dans une société démocratique.

Enfin, le droit d'asile, à juste titre reconnu par le gouvernement de la gauche, qui entend d'ailleurs le réformer pour mieux l'affirmer, est atta-

qué de toutes parts, aujourd'hui. Il doit donc être défendu sans complexe et sans réserve. La Patrie des Droits de l'Homme et du Citoyen, celle d'Hugo et de Jaurès doit tout mettre en œuvre pour favoriser et clarifier l'exercice de ce droit majeur, pour une Nation démocratique ouverte au monde.

Face aux drames vécus presque chaque semaine à nos portes, en méditerranée, face aux répressions qui sévissent à travers le monde, nous devons continuer d'agir pour le droit et la liberté, avec courage et esprit de solidarité. Il en va du respect de notre mémoire collective, de notre capacité à assumer les valeurs des Lumières qui ont fait, font et feront notre crédibilité, et notre rayonnement, y compris sur la scène diplomatique mondiale.

Assumer une immigration maîtrisée, c'est aussi délivrer un message universel et donc donner un sens à la Nation républicaine, en contradiction totale avec toutes les formes de nationalisme étriqué, et toutes les crispations identitaires.

Michel Bordeloup

DÉCRYPTAGE & DÉBATS

« Le vote FN est un phénomène interclassiste qui ne se résume ni à une opposition de classes, ni à une opposition entre une France des *insiders* et des *outsiders* de la mondialisation »



Nicolas Lebourg

est historien et spécialiste des extrêmes droites. Il est membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès et chercheur de l'Université de Perpignan-Via Domitia. Il vient de publier, en collaboration avec Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, une note sur le thème : « Perpignan, une ville avant le Front national ? » (Fondation Jean-Jaurès, 2014).

Perpignan est la ville de plus de 100 000 habitants qui a le plus massivement voté pour le Front national, à l'occasion des élections municipales de mars dernier. Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Il y a des structures locales et une dynamique nationale. Localement, la majorité municipale de droite, en place depuis 1959, n'a plus de leader charismatique. L'UMP locale, comme le PS au sein du Conseil général, conquis, jadis, par feu Christian Bourquin, sont amplement dénoncés comme des systèmes « clientélistes ». Or, la rénovation du corps électoral - 40 % des électeurs étant d'origine extérieure au

département - comme l'amincissement des finances publiques font que ces systèmes dits « clientélistes » ne peuvent plus satisfaire une masse suffisante. Par ailleurs, comme Béziers, conquise par Robert Ménard, Perpignan est une des villes les plus inégalitaires de France. Or, les travaux du politiste, Joël Gombin, ont justement montré que le vote FN est, depuis 2009, facteur du coefficient de Gini, le calcul de l'inégalité de la répartition des richesses sur un territoire. Le quartier du centre, occupé par des populations gitanes et originaires des mondes arabo-musulmans, a été classé au rang de plus pauvre

de France par l'Insee, l'an passé. L'imaginaire local se structure autour de son rejet. Dans ce territoire sinistré où les antagonismes ethniques et l'inégalité sociale priment, où les offres politiques traditionnelles se sont décomposées, le FN a su proposer une offre gagnant en crédibilité.

La présence d'un nombre significatif de pieds-noirs et de français originaires d'Afrique du Nord est-elle un facteur explicatif du vote ?

Les têtes-de-liste PS, UMP et FN étaient pieds-noirs, preuve que les partis étaient persuadés qu'il s'agit là d'un enjeu essentiel. Mais, en fait, après calcul, les pieds-noirs ne représentent que 5,5 % du corps électoral. Ils avaient historiquement soutenu la mairie en place, mais on observe un désalignement, au profit du FN. Cela est néanmoins différencié selon le niveau de revenus : ce sont les pieds-noirs les plus aisés qui se reportent le plus sur le FN. Celui-ci est parfaitement identifié comme un réceptacle pour ces populations : plus de 17 % des militants FN de la ville sont ainsi des pieds-noirs.

Le travail de sape mené par le FN et Louis Aliot contre les communautarismes porte-t-il ses fruits auprès d'une population paupérisée et fragmentée ?

Louis Aliot a beaucoup tendu la main à la population gitane, en lui signifiant qu'on l'avait communautarisée et maintenue dans la pauvreté, au bénéfice de la perpétuation du pouvoir en place. Il a répété aux principaux intéressés qu'ils étaient Français et qu'ils avaient leur place dans la République, au risque même, parfois, de troubler le reste de son électorat, pas forcément prêt à entendre un tel discours. Ce qui a produit un réel impact, avec un score FN bien meilleur qu'antérieurement et meilleur que dans la population d'origine arabo-

musulmane, mais il n'y a pas eu une flambée. En revanche, ce discours a très bien impacté la population générale, en mettant en lien communautarismes et clientélismes.

Vous avez épluché les listes électorales de la ville pour établir le lieu de résidence des Français d'origine arabo-musulmane. Quelles sont vos conclusions ?

Ce travail colossal a été réalisé par Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach. La concentration ethnique est très forte, et, est aussi une concentration socio-économique. Au nord de la ville, on observe une imbrication entre des zones pavillonnaires blanches et des bâtiments collectifs peuplés de populations issues de l'immigration. Pour ces dernières, on observe un retournement complet, par rapport à 2012 : elles avaient voté en masse pour François Hollande, elles ont voté de façon écrasante pour l'UMP. Il existe un « effet de lisière » avec, en face, un vote FN très élevé dans ces zones pavillonnaires. Cela souligne que la question de la réaction à la présence des arabo-musulmans demeure le socle du vote FN, car sur les critères de la sécurité ou de l'inégalité sociale, ces électeurs ne sont guère mieux lotis.

« À Perpignan, Louis Aliot a beaucoup tendu la main à la population gitane, en lui signifiant qu'on l'avait communautarisée et maintenue dans la pauvreté, au bénéfice de la perpétuation du pouvoir en place. »

Certains quartiers périphériques, non impactés par la présence de ces populations issues de l'immigration, ont porté leurs voix sur le candidat frontiste. Doit-on parler d'insécurité culturelle ?

Le vote FN est bien un phénomène interclassiste qui ne se résume ni à une opposition de classes, ni à une opposition entre une France des insiders et des outsiders de la mondialisation. L'UMP a systématiquement devancé le FN, dès lors que la proportion d'électeurs originaires du monde arabo-musulman représente plus de 20 % du bureau de vote. En revanche, Louis Aliot a été majoritaire dans un bureau comme le 52, qui possède la

part de foncier la plus élevée de la ville, et compte moins de 1 % de population d'origine arabo-musulmane. On peut donc parler d'insécurité culturelle, si on entend bien par là qu'il ne s'agit pas de la réaction d'une France des « oubliés », « périphérique ». Ce sont des périphéries qui se joignent, tant le périurbain subi du nord que celui des villas sécurisées. Ceux qui, à gauche, pensent trouver un peuple de substitution dans le périurbain se trompent donc. En revanche, cela souligne bien que le FN n'est pas une simple réaction à la crise économique, mais correspond aussi à la crise culturelle. Il y a un vote ségrégationniste contre les populations jugées dangereuses, car elles représentent ce qui est rejeté. L'atomisation et la précarisation du travail, la guerre de tous contre tous entretenue par le chômage de masse, la fragmentation de l'histoire nationale, au bénéfice de mémoires communautarisées, etc. : notre société laisse les individus telles des particules flottantes les unes à côté des autres. Une part de nos citoyens a pour représentation sociale une fiction dans laquelle les populations d'origine arabo-musulmane représenteraient, quant à elles, un corps unifié socialement, culturellement et religieusement. Cette cristallisation entre la représentation d'un "nous", composé d'individus épars, en concurrence, et un "eux", imaginé comme solidaire, entraîne dans l'imaginaire droitisé une coagulation des insécurités - physique, économique, culturelle -, déplaçant ainsi sur une critique des populations d'origine arabo-musulmane le rapport entre les transformations de l'économie et des technologies et nos modes de vie. Le multiculturalisme est désigné, mais en fait, ce qui est visé, c'est la postmodernité. Il y a une demande de cadres référents et unitaristes. À défaut de les trouver, elle se meut en demande sociale autoritaire.

Quel est le rôle objectif de la dynastie Alduy dans cette évolution ?

L'alduyisme a représenté une politique de clientélisme et de refus du développement du territoire, au bénéfice de ses notables. Mais, ce système dépasse le cas des Alduy. Il a aussi été celui de Christian Bourquin, au sein du Conseil général, peut-être bien

plus même que de Jean-Paul Alduy. Ce sont d'ailleurs les socialistes locaux qui ont, les premiers, joué la carte de la population maghrébine contre la population gitane, exposant à la première que la mairie UMP favorisait la seconde, à ses détriments. Finalement, il a fallu faire face à des émeutes inter-ethniques, en 2005, quand un quartier « arabe » est descendu sur le quartier « gitan », et, en 2014, lorsque la gauche a dû renoncer à être présente au second tour. Elle n'a représenté que 11,8 % des voix au premier tour, pour la liste PS-PCF, et 5,7 %, pour les Verts, alors que d'aucuns rêvaient de voir la gauche prendre la mairie grâce à l'affrontement UMP-FN.

Le cas perpignanais est un modèle de suicide de la gauche, quand, pour tenir un exécutif, elle provoque elle-même son incapacité à jouer son rôle dans les autres élections. Ce n'est pas une réponse mobilisatrice pour la gauche, j'en suis désolé, mais il faut le dire : ce résultat est le constat de faillites, tant de la gestion municipale par la droite, que départementale, par la gauche. Le FN a coalisé ceux qui se sentaient externes à la distribution des dividendes d'un double système de clientèles.

Cette élection préfigure-t-elle d'un basculement vers l'extrême droite de la France méditerranéenne ?

La façade méditerranéenne connaît souvent ce discrédit des offres politiques centrales, des systèmes clientélistes épuisés, une structure socio-économique inégalitaire, des crispations identitaires inter-ethniques. C'est donc un excellent terrain pour l'extrême droite, sans que cela n'ait à voir avec les conceptions simplistes d'un méchant sud arriéré, proférées avec un grand mépris par certaines plumes. Nous l'écrivons en conclusion : ce qui importe, c'est l'approfondissement des difficultés économiques et sociales sur un territoire inégalitaire, radicalisant une demande sociale autoritaire bénéficiant à une candidature ayant su proposer une offre politique autoritaire crédibilisée, tandis que les autres offres se décomposaient.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

Perpignan, une ville aux accents frontistes

Avec un taux de chômage de 15,1 %, et 32 % des habitants vivant sous le seuil de pauvreté, la ville de Perpignan apparaît comme le « laboratoire économique et social de la récession française, en rupture du territoire national », selon les propres termes de Dominique Sistach, sociologue et juriste à l'Université de Perpignan Via-Domitia (UPVD). Le sentiment de déconstruction politique est allé de pair avec celui du système politique local, sur fond de clientélisme.

Quinze quartiers ont été classés en zones prioritaires, à l'été 2014, tandis que le centre-ville compte quelque 4 000 logements insalubres, quand Saint-Jacques a été classé, par l'Insee, quartier le plus pauvre de France, en 2013 et janvier 2014. Le déclassement social, les conflictualités ethniques et le clientélisme donnent corps à toutes les rumeurs. Pas une élection ne passe sans que bruissent en ville des accusations d'achat des votes « gitan » et « arabe » par l'argent public. En cause, les embauches municipales et départementales où le quota d'agents titulaires de catégorie C est supérieur de 8 % à la norme. Le choix du FN a représenté un moyen de sortir de cette logique clanique propre à « l'UMPS ».

La force de la note co-rédigée par Jérôme Fourquet, Nicolas Lebourg et Sylvain Manternach est d'apporter au lecteur des clés de compréhension, en confrontant analyses statistiques et sociabilité perpignanaise. Sur le court terme, « la géopolitique locale y a entraîné une spatialisation ethnique et sociale accompagnant des crispations identitaires », estiment-ils. Ce que confirment leurs données modélisées. Ainsi, les personnes d'origine arabo-musulmane représentent 10,7 % de l'électorat, à Perpignan. Paradoxalement, le sentiment de xénophobie à l'encontre de cette communauté s'est manifesté avec force, lors des dernières élections municipales, dans les quartiers périurbains aisés du sud, pourtant peu marqués par la présence de ces populations. Preuve que l'insécurité culturelle y domine sans doute plus qu'ailleurs. Et qu'il existerait un modèle de sociologie urbaine méditerranéenne visant à mettre à distance les « classes dangereuses » dans les quartiers à très faible présence maghrébine.

À Perpignan, c'est dans l'est et le sud-est de la

ville que ce sentiment s'exprime avec le plus d'acuité, en dépit d'une proportion de prénoms arabo-musulmans résiduels. Preuve que nous sommes bien ici, comme dans les quartiers sud de Marseille, dans un vote « préventif et ségrégationniste ». Or, les enquêtes démontrent que l'hostilité envers les immigrés et le vote FN progressent sur ces territoires, dès lors que le taux de chômage est à la hausse. Ce, parce qu'ils sont perçus comme une menace sur le marché du travail. « L'ethnicisation des questions sociales suractivée par la crise produit un effet culturel autoritaire tout à fait propice au vote pour un parti d'extrême droite dans les catégories sociales pourvues de capitaux », résumement les auteurs.



Lesquels constatent, par ailleurs, que la droite locale a perdu sa position hégémonique, au sein de la communauté pieds-noirs, à l'occasion des dernières municipales, alors qu'elle a participé à l'histoire de sa domination sur la ville. Le tout, au profit de Louis Aliot et du FN.

Autre facteur déterminant de la montée en puissance du vote frontiste : la présence d'une communauté gitane importante, plus perméable aux appels du pied du parti d'extrême droite, que la population issue de l'immigration maghrébine. Ce, même s'il faut se garder de parler d'adhésion. Mais, en l'état, la dynamique frontiste repose sur une demande autoritaire et identitaire, face au puzzle ethno-géographique : la décomposition

de la légitimité des autres offres politiques. L'électorat arabo-musulman s'est employé, pour sa part, à « voter utile », dès le premier tour, en choisissant la droite pour faire barrage au FN, et non la gauche. Là où la proportion de cet électorat est la plus forte, le taux de participation et de mobilisation, au second tour, était le plus élevé. Le report de l'électorat de gauche sur le candidat UMP et, d'une partie de la communauté gitane, a permis à J.M. Pujol (UMP) de l'emporter, in fine, face à Louis Aliot.

« Ce qui importe est (...) l'approfondissement des difficultés économiques et sociales sur un territoire inégalitaire, qui radicalise une demande sociale autoritaire bénéficiant à une candidature ayant su proposer une offre politique autoritaire

crédibilisée, tandis que les autres offres politiques se décomposaient, concluent les auteurs de cette remarquable étude. Parce que plus fragmentée que les autres, Perpignan a été plus frontiste que les autres. » Et si 2014 n'était qu'un ballon d'essai pour le FN, en prévision des échéances futures ?

Bruno Tranchant

Jérôme Fourquet, Nicolas Lebourg, Sylvain Manternach, *Perpignan, une ville avant le Front national ?*, Fondation Jean-Jaurès, décembre 2014, 129 pages. <http://www.jean-jaures.org/Publications/Essais/Perpignan-une-ville-avant-le-Front-national>.

Front national : les dessous de la stratégie de normalisation

Marine Le Pen en avait fait une priorité, dans le cadre de sa stratégie de conquête. Avec l'ambition de démontrer, exemples à l'appui, que le Front national est en capacité d'assurer une gestion saine à l'échelle locale, et d'effacer ainsi des mémoires les expériences désastreuses de Vitrolles, Toulon, Orange et Marignane, qui firent suite aux élections de 1995.

Dix mois après les élections municipales, un bilan s'impose. Avec, à la clé, un état des lieux des premières actions engagées dans les onze villes remportées par le parti frontiste ou par des formations apparentées. Tour d'horizon des politiques menées à Fréjus, Mantes-la-Ville, Beaucaille, Le Pontet, Hayange, Cogolin, Hénin-Beaumont, Villers-Cotterets, Le Luc et Béziers.

Coups sombres. À peine élu au mandat de maire de Fréjus, David Rachline s'illustre aussitôt, en taillant sans merci dans les subventions allouées aux associations, et en recourant à des proches pour leur attribuer quelques marchés publics juteux. Les responsables fréjusiens de la Ligue des droits de l'homme (LDH) ne s'y trompent pas, en épingleant l'intéressé. Le budget des centres sociaux a été amputé ainsi de plus de 50 %, prédisant d'un recul des lois républicaines dans des quartiers où le repli communautaire est à craindre.

Dans le viseur de l'élu frontiste, le centre social de Villeneuve, dont l'annonce de la fermeture tombe comme un couperet. Le partenariat avec la ville a pris fin le 31 décembre, au motif que l'association a fait montre d'hostilité vis-à-vis du nouvel exécutif et manifesté sa vindicte dans les médias nationaux. Directement visée par les attaques, la directrice, Sandrine Montagard, a exprimé, dans les colonnes du *Monde*, son amertume, évoquant, au détour d'une phrase, une lettre

anonyme déposée dans les boîtes aux lettres du quartier incitant à prendre les armes contre « la racaille » et « l'idéologie qui s'appelle le maghrébinisme ». Avant d'évoquer ces insultes entendues par des animateurs en sortie avec des jeunes. Exit donc la liberté d'expression. Celles et ceux qui ne sont pas dans la « ligne » sont clairement ostracisés ! Rachline n'est, de ce point de vue, que l'instrument de Marine Le Pen, à l'échelle de la cité varoise.

La suspension, par le tribunal administratif de Toulon, le 19 décembre dernier, de l'arrêté du maire visant à interrompre la construction de la mosquée de la ville en est la parfaite illustration. Ce, d'autant plus qu'elle doit être érigée au beau milieu de La Gabelle, l'un des trois quartiers « sensibles » de Fréjus. Ici, pourtant, les rues sont

tranquilles et les immeubles propres. À peine élu, Rachline a supprimé 130 000 des 240 000 € de la subvention municipale au centre social, pourtant indispensable à la vie sociale du quartier. Deux salariés en ont subi les conséquences directes, au prix d'un licenciement rapide. Derrière ces agissements, transparaît une volonté de tout régenter, sans, pour autant, céder à des pulsions trop visibles.

Fréjus doit être une vitrine. Il s'agit donc de ne pas commettre d'erreurs, en se montrant volontairement apaisant et en évoquant, avec flegme, les troubles, l'insécurité et les problèmes liés à l'immigration qui restent au cœur des préoccupations de l'exécutif.

Principe de préférence. Non loin de là, au Luc et à Cogolin, les maires nouvellement élus, n'ont pas hésité à rogner l'élan de manifestations culturelles, un peu trop métissées à leurs goûts, tout en s'accordant une hausse de 15 % de leurs indemnités... Au Luc, Philippe De La Grange s'est octroyé, ainsi, une augmentation, dans une com-

Fréjus doit être une vitrine. Il s'agit donc de ne pas commettre d'erreurs, en se montrant volontairement apaisant et en évoquant, avec flegme, les troubles, l'insécurité et les problèmes liés à l'immigration qui restent au cœur des préoccupations de l'exécutif.

mune où la moitié de la population n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu. Parallèlement, il a procédé à l'embauche de quatre policiers municipaux, sans pour autant s'attarder sur un travail de prévention dans les quartiers, pourtant indispensable. Enfin, il mis un terme au festival Amne'zik, au prétexte qu'il n'aurait pas été raisonnable d'organiser un tel évènement courant août, au cœur de la plaine des Maures. Le nouvel élu ne se prive pas de pointer la gestion de ses prédécesseurs, fustigeant au passage une ville totalement « *apathique* » et « *sclérosée* » qu'il s'emploie à remettre en ordre de marche. Même son de cloche à Cogolin, où Marc-Etienne Lansade, s'efforce de « *terroriser les terroristes* », dans une ville pourtant paisible, où la peur est censée changer de camp. Le ton est donné. Pour parvenir à ses fins, l'impétrant prend le parti de doubler les effectifs de la police municipale, en les faisant passer de 15 à 30 ! Dans une commune plutôt tranquille, où l'agitation est rare, c'est bien l'immigré qui est dans le collimateur. D'où l'apologie permanente de l'« *identité provençale* » chrétienne, déclinaison locale du principe de « *préférence nationale* », dont le FN fait son miel. Ce qui lui vaut de privilégier, sur le marché, ceux qui ont fait de la vente de produits provençaux une marque de fabrique... « *Tout le monde est le bienvenu, à condition qu'il accepte les us et coutumes locales* », se plait-il à répéter. Ceux qui ne se conforment pas à la règle sont priés de déguerpir. En ligne de mire, les commerçants maghrébins, un peu trop envahissants aux yeux du maire. Derrière une gestion soft et quelques sourires en coin, rien n'est écrit, tout est insidieux. Comme si ça ne suffisait pas, il fait le choix, avant de renoncer, sous le coup de la polémique, de baptiser le futur parking communal du nom de Maurice Barrès, figure de proue d'un nationalisme française teinté d'antisémitisme, à la charnière des XIX^e et XX^e siècles. Un pied de nez aux « *soixante-huitards qui ont décidé de faire disparaître des auteurs, au prétexte qu'ils sont des intellectuels de droite* », argue-t-il, dans le journal *Corse matin* du 3 octobre.

À Cogolin, où l'agitation se fait rare, c'est bien l'immigré qui est dans le collimateur. D'où l'apologie permanente de l'« identité provençale » chrétienne, déclinaison locale du principe de « préférence nationale », dont le FN fait son miel.

Choix discretionnaires. Direction le Vaucluse. Au Pontet où le nouveau règlement du conseil municipal a réduit l'intervention des élus de l'opposition à trois minutes. Ici, pas de passe-droit ni de dépenses inutiles. Exit donc le Téléthon. L'aide sociale accordée aux familles les plus nécessiteuses qui peinent à inscrire leurs enfants à la cantine est revue à la baisse. Depuis la rentrée, plus de repas subventionnés à l'adresse des plus démunis ! Une mesure qui ne fait économiser que 30 000 € à la commune, sur un budget de l'ordre 50 millions, à en croire *L'Humanité* du 27 novembre.

Ceux qui, jusqu'alors, n'étaient pas mis à contribution, faute de moyens suffisants, sont priés de passer à la caisse, en versant 1,57 € par repas.

Le maire, Joris Hébrard, entend ainsi responsabiliser ses administrés, fussent-ils dans la difficulté. Il faut croire que certains demeurent toutefois plus égaux que les autres, à commencer par le premier magistrat qui, lui s'est octroyé une hausse de 44 % de ses indemnités,

avant que la préfecture du Vaucluse ne retoque cette décision du conseil municipal, estimant que l'augmentation était contraire au Code des collectivités territoriales.

Lors de la séance du conseil municipal consacrée au budget, le vote des subventions allouées aux associations sportives se solde par une majoration substantielle. Au terme d'une bien curieuse entreprise de manipulation, les charges de personnel connaissent une hausse de 263 232 €, afin de procéder au recrutement de quelques policiers municipaux supplémentaires, quand le plan d'investissement est revu à la baisse, après l'abandon du programme d'acquisition du Domaine de Roberty ou les travaux liés à l'aménagement du tramway, sans la moindre réaction de l'opposition UMP ! Dans le même temps, les frais de bouche sont multipliés par cinq.

Et l'Hérault, dans tout ça ? Élu avec le soutien du FN, le très peu recommandable Robert Ménard, s'est illustré, à plusieurs reprises, depuis son élection à la tête de la mairie de Béziers. À commencer par la garderie municipale du matin, dont l'accès est réservé, désormais, aux seuls

enfants dont les deux parents travaillent. Sans oublier ces mesures qui ont alimenté les bonnes feuilles de la presse nationale et régionale, au début du mandat : arrêté « *anti-crachat dans l'espace public* », interdiction d'étendre le linge aux balcons, fenêtres et façades des immeubles ; instauration d'un couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans, entre 23 heures et 6 heures, dans le centre-ville et le quartier de La Devèze. Que de mansuétude... Dans une ville qui figure parmi les plus pauvres de l'Hexagone, le Centre communal d'action sociale (CCAS) a subi une purge de 365 000 €, rapporte *Médiapart*. Dans son édition du 1^{er} octobre 2014, ce journal en ligne précise que l'épicerie sociale, qui dépend du CCAS et propose des services de banque alimentaire, exige dorénavant « *un an de séjour minimum à Béziers* ». Sans compter que la mairie a fait savoir au conseil général qu'elle refuserait, à l'avenir, d'accompagner les « décrocheurs » et les adolescents fugueurs, en s'appuyant sur le travail des éducateurs de rue.

Ce même Robert Ménard a commémoré les massacres d'Oran du 5 juillet 1962, devant une stèle en l'honneur de quatre fusillés de l'OAS, invitant, par ailleurs, en grande pompe, Éric Zemmour et Philippe de Villiers à débattre, dans le cadre de conférences publiques.

Pour le reste, la ville est toujours sale... Un mauvais point pour celui qui entendait pourtant redonner aux Bitterois « *l'envie de leur ville* », mais dont l'ambition première est clairement de stigmatiser les pauvres et les Maghrébins.

Dédiabolisation. À Beaucaire, dans le Gard, le maire, Julien Sanchez, a tâté fait de se distinguer, en dénonçant le coût supposé de l'accueil des enfants non-francophones dans les écoles communales, avec des retombées inéluctables sur la qualité et le niveau de l'enseignement (*Médiapart*, 1^{er} octobre). Parachuté depuis Paris, le principal intéressé avait promis, pendant la campagne, de doubler les effectifs de la police nationale. Il souhaitait, par ailleurs, redonner son cachet provençal à la ville, en réservant des

places de marché aux artisans et commerces traditionnels. Autant dire qu'il ciblait ici, très directement, les kebabs, bien trop nombreux à son goût. Dix mois après, rien n'a changé, pour autant. Contrairement aux prévisions, aucun recrutement n'a été effectué, au sein de la police municipale. Tant et si bien que des témoins évoquent une vraie fausse rupture avec le passé. Direction l'Aisne, en Picardie. Elu maire de Villers-Cotterêts, en mars dernier, Franck Briffaut n'a pas tardé à s'illustrer, en s'octroyant, d'entrée de jeu, une augmentation de 15 % de son indemnité. Soit, 500 € mensuels supplémentaires, censés l'aider à couvrir son crédit. Histoire, sans doute, d'être en phase avec les autres élus frontistes. Affaire de famille...

Cette commune de 17 000 habitants abrite des quartiers dits prioritaires, et perçoit, à ce titre, les

À Villers-Cotteret, les "laissés pour compte" sont priés de mettre la main à la poche, après la décision du maire et de ses colistiers, de revoir à la hausse le tarif de la cantine pour les plus démunis. 21 familles doivent ainsi déboursier un euro de plus par repas et par enfant, par souci de « justice » et de « responsabilité »

crédits alloués à la politique de la ville. La Secrétaire d'Etat chargée de la Politique de la ville, Myriam El-Khomri, s'est elle-même rendue dans le quartier de la route de Vivières qui est apparu sur les radars des statisticiens de l'Insee, avec son taux de chômage de 23,6 % pour les femmes et 17,5 % pour les hommes. Manière, surtout, de rappeler « *l'engagement de l'Etat* » sur cette terre pourtant hostile politi-

quement au gouvernement. Ce, d'autant plus que le FN y a obtenu son meilleur score aux européennes. Ce sont pourtant les chômeurs qui trinquent. Et qui sont priés de mettre la main à la poche, après la décision du maire et de ses colistiers, de revoir à la hausse le tarif de la cantine pour les plus démunis. 21 familles doivent ainsi déboursier un euro de plus par repas et par enfant, par souci de « *justice* » et de « *responsabilité* », comme il se plait lui-même à le marteler.

À Mantes-la-Ville (Yvelines), Cyril Nauth, élu maire à la surprise générale, dans la seule municipalité FN d'Ile-de-France, s'est illustré, en annulant la vente prévue, depuis plusieurs mois, d'un bâtiment voué à devenir une salle de prière musulmane. Il a, par ailleurs, diminué de 20 % les subventions accordées aux associations, sans distinction, et engagé un bras de fer avec la communauté musulmane, en rompant le contrat passé avec la municipalité précédente

sur la construction d'une nouvelle salle de prière. Pas grand chose sur le reste, si ce n'est que, depuis son élection, les départs se multiplient au sein du personnel communal.

Plus au nord, à Hénin-Beaumont, le maire, Steeve Briois et son équipe, ont choisi d'appliquer à la lettre, l'entreprise de dédiablement voulue par Marine Le Pen. Dans une ville où la pauvreté est importante, et où l'urgence sociale est réelle, le maire, pour l'instant, ne fait que du "polissage", un arrêt anti-mendicité, suspendu par le tribunal administratif, et l'exclusion de son local de la LDH.

Stratégie de conquête. L'équipe précédente s'était employée, il est vrai, à nettoyer les écuries d'Augias, et c'est grâce à ce travail de fond que le FN peut prendre, aujourd'hui, des mesures cosmétiques. La stratégie de dédiablement voulue par Marine Le Pen et son bras droit, Florian Philipot bat son plein. Avec la volonté, clairement affichée de sortir de la seule logique centrée sur les thèmes de l'immigration, de l'autorité et de l'europhobie. Et d'investir les champs social, sociétal et économique pour gagner en crédibilité et s'assurer ainsi d'un repositionne-

ment idéologique, en prévision des élections de 2015 et 2017. Briois l'a compris, quand d'autres se mêlent encore les pieds dans le tapis, aux prises avec leurs vieux démons.

La ficelle est un peu grosse, mais elle peut prendre auprès d'un électorat quelque peu déboussolé et potentiellement séduit par ce repositionnement stratégique, comme ce fut le cas, à l'occasion de la campagne municipale. Flanquée d'une nouvelle génération d'élus, dont l'enracinement local est la force motrice, la présidente du FN fourbit ainsi ses armes, en prévision des élections départementales et régionales. « *Après tout, Robert Ménard n'a fait que revenir à Béziers, dont il était originaire, après avoir fait carrière dans la capitale, précise le politologue Jean-Yves Camus. David Rachline est né tout près Fréjus. Steeve Briois, Julien Sanchez, Fabien Engelmann, sont restés dans leur région natale. Il y a donc de la part de la direction, une volonté de favoriser l'ascension pas le bas de militants locaux, là où Jean-Marie Le Pen ne la concevait que par le haut.* »

Bruno Tranchant

Hayange : et maintenant ?

Souvenons-nous. Aux élections municipales de 1995, Jean-Pierre Masseret s'installe à Hayange (Moselle, 15 700 hab.), tenue de main de fer par la droite, pour mener campagne. La gauche part alors divisée face à trois listes de droite. Finalement rassemblée, elle l'emportera. Le nouveau maire restera en poste, jusqu'à sa nomination au poste de Secrétaire d'Etat aux Anciens combattants. La suite ne sera malheureusement qu'un long déclin, qui conduira *in fine* la gauche à la défaite, lors du scrutin municipal de 2014. Les voix du PS et du PCF, réunies, ne feront que décroître, en dépit d'un nombre d'inscrits en constante augmentation, conjugué à une hausse continue de l'abstention. Il faut, maintenant, reconstruire. Nous avons interrogé le Secrétaire de la section socialiste, Gérard Cayuela, pour en voir les conditions. « *L'unité est une nécessité stratégique pour atteindre l'objectif visé*, précise-t-il. *Rassembler les socialistes avec les différentes composantes de la gauche, le monde associatif, la société civile et tous ces mouvements qui accepteront de nous rejoindre. L'union n'est pas un dogme ou une utopie facile à réaliser, mais une nécessité politique.* »

Ce débat doit se faire d'abord entre socialistes,

mais aussi, et peut-être même surtout, avec les sympathisants, dans un deuxième temps, afin de proposer un projet de rassemblement de la gauche. Le temps est compté. « *Si l'on veut aboutir à un véritable rassemblement, avec des atouts qui viennent de la jeunesse qui nous entoure, avec de nouvelles têtes, il faut s'atteler à ce travail de fond*, insite Gérard Cayuela. *N'attendons pas les échéances électorales pour nous réveiller, n'attendons pas que d'autres prennent ces initiatives.* » Au sein de la section, le potentiel existe. Elle peut compter sur de jeunes éléments qui ne demandent qu'à s'investir pleinement, et qui forment autant d'atouts qui peuvent se mettre au service de cet objectif politique. Le PS doit être l'initiateur et la locomotive de ce rassemblement.

Le FN ? Il s'agit de l'attaquer frontalement, en s'exprimant haut et fort sur les valeurs qu'il prône. « *Les dérives du père Le Pen, le jugement de Leclère dans les Ardennes, l'art bafoué à Hayange, montrent que ce parti est dangereux. Ne banalisons pas* », conclut Gérard Cayuela.

B.T.

Gérard Cayuela, secrétaire de section, à Hayange

« Engager le débat, sans plus tarder »

Quelles sont les conditions d'un rassemblement de la gauche, à Hayange ?

Si la gauche ne veut pas mourir, selon les propres termes du Premier ministre, il est nécessaire de rassembler les acteurs locaux, au sens large - politiques, associatifs, sociaux et sympathisants -, et d'échanger nos idées, en prévision des prochaines échéances électorales. Il faut donc engager le débat, sans plus tarder. L'organisation de fêtes de la rose, de défilés du 1er mai, de meetings, ou bien encore de repas républicains, peut faciliter ces rencontres et ramener à nous de nouveaux adhérents. Si nous voulons peser et retrouver notre crédibilité, le renforcement de la section

est une nécessité.

Ensuite, il nous faut créer une nouvelle structure qui puisse servir de passerelle entre les personnes se réclamant de la gauche et le Parti socialiste. Cette structure doit être un lieu d'expression et de veille face à la majorité frontiste et la droite. Parallèlement, une présence militante sur les réseaux sociaux apparaît nécessaire. C'est immédiatement qu'il nous faut nous mettre à l'ouvrage.

De quels moyens disposez-vous ?

Afin d'impliquer davantage nos concitoyens à la vie municipale et à l'amélioration de leur quotidien, nous avons créé les « échos

quartiers ». Et ce, afin de maintenir le contact avec la population, via les structures associatives, quartier par quartier. Des revendications peuvent être portées au moyen de cet outil, à commencer par les projets que nous avons définis ou sur lesquels il y a eu des engagements : dojo, voirie à Saint Nicolas... Sans compter que ce type d'activité rentre dans les contrats de projet du Comité d'activités sociales et culturelles (CASC).

De plus, bon nombre de locataires, dans les collectifs, sont livrés à eux-mêmes, face aux différents bailleurs. Il nous faut donc créer des collectifs assurant une meilleure prise en compte des problèmes rencontrés par les locataires.

Afin de donner corps à notre ambition, nous nous sommes mis en quête d'un

lieu de rencontre pour accueillir les militants. J'ajoute qu'il nous faudra également créer une veille ou un site d'expression propre au parti, afin de concentrer le tir sur les actions de l'équipe municipale et de dénoncer ses dérapages.

Quels sont vos objectifs ?

Ces quelques propositions peuvent nous remettre en selle pour reprendre la ville, à court terme. Il nous faut surtout préparer les jeunes à un avenir meilleur - aux européennes, les moins de 34 ans n'étaient guère que 3 % à voter pour le PS. Ce, en leur rappelant que le FN n'est pas la solution, et encore moins l'avenir.

Propos recueillis par B.T.

Verbatim

Jacques Bayer, militant à Hayange

« La conjoncture de Hayange et notre histoire avec le Parti communiste, et, depuis six ans les partis de gauche, me laissent dubitatif (...). Je crois aux valeurs portées par le Parti socialiste qui doit impérativement s'ouvrir vers la société civile et toutes les personnes de bonne volonté, soucieuses d'œuvrer au destin d'une communauté. Ce sont davantage les contenus d'un programme cohérent, en phase avec notre époque, qui nous permettront de faire la différence. Il nous faut également marquer le FN de

très près et ne rien laisser passer, surtout ce qui relève de l'ordre du symbolique. C'est pourquoi, la constitution d'une association de militants de la « chose publique » serait la bienvenue. Une entité de réflexion, qui partagerait ses points de vue et analyses avec les citoyens, un site partagé, un forum permanent sur des sujets directement liés au développement de la ville et au « mieux vivre » à Hayange. Avec un contenu très ouvert : vie associative, liens sociaux, urbanisme, cadre de vie, circulation, éducation, personnes âgées, économie, projets structurants à reprendre du programme électoral. »

Frédéric Sauvagnac, Secrétaire de section, à Béziers.

« Le révisionnisme, la provocation, et la démagogie sont les ressorts de ce que Robert Ménard appelle sa révolution »

Quelle est la situation, à Béziers, dix mois après la victoire de Robert Ménard ?

Après trois mandats d'une droite qui s'est laissée contaminer par les thèses de l'extrême droite, la ville se retrouve face à sa nouvelle icône qui ne rêve que de « servir d'exemple pour le pays ». « Je fais le pari du rassemblement d'une droite fière de ce qu'elle est, plus large que le FN », clamait-il, le 21 décembre dernier dans Libé. S'il n'est pas membre à part entière du FN, il n'en applique pas moins scrupuleusement les préceptes, dans les domaines du social, de la sécurité, et de la culture. Ce qui lui a valu de diminuer de 5 % le budget du Centre d'action sociale, en durcissant les conditions de l'aide alimentaire et en supprimant l'accueil du matin, en primaire, pour les enfants de chômeurs. En matière d'insécurité, il entretient un climat délétère pour justifier l'accroissement de 30 à 80 agents des effectifs de la police municipale, en projetant même de les armer. Une démarche d'autant plus étonnante que la délinquance ne cesse de s'aggraver, à Narbonne, quand la situation est à l'amélioration, à Béziers, suivant les données du ministère de l'Intérieur qui couvrent les deux circonscriptions.

La culture n'est, semble-t-il, pas mieux lotie...

C'est le moins que l'on puisse dire. J'observe, à ce propos, que la politique culturelle se résume à une certaine libération de la parole, dès lors qu'Eric Zemmour est invité à faire la promotion de son livre, à Béziers.

Et qu'en guise d'introduction, le premier magistrat croit bon de préciser qu'il est ici chez lui, devant une assemblée composée de personnalités issues des rangs du FN et de l'OAS. La propagande continue avec, pour « guest star », Philippe de Villiers, en soutien de la crèche dans l'enceinte de la mairie.

Au-delà de son du programme pro-FN Robert Ménard est porteur de thèses beaucoup plus radicales, à en croire le numéro 2 du FN.

Absolument. Lors de la séance du conseil municipal du 11 décembre, il n'a pas hésité, ainsi, à refaire l'histoire, en rebaptisant la rue du « 19 Mars 1962 » célébrant la fin de la guerre d'Algérie, pour la renommer « rue du commandant Denoix de Saint Marc », du nom d'un commandant factieux qui a pris part au putsch des généraux, en avril 1961.

Pour justifier son acte, le maire a précisé qu'il devait bien « cela aux pieds noirs que je suis », précisant, par ailleurs, qu'il aurait eu honte s'il ne l'avait pas fait, en pensant à son père et sa famille. Ce qui lui a valu une lettre ouverte de la Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie, qui dénonce « une insulte aux 3 000 soldats tombés en Afrique du Nord, mais aussi aux deux millions d'appelés qui ont servi la France avec fidélité ». Le révisionnisme, la provocation, et la démagogie sont les ressorts de ce qu'il appelle « sa révolution ».

Propos recueillis par B.T.